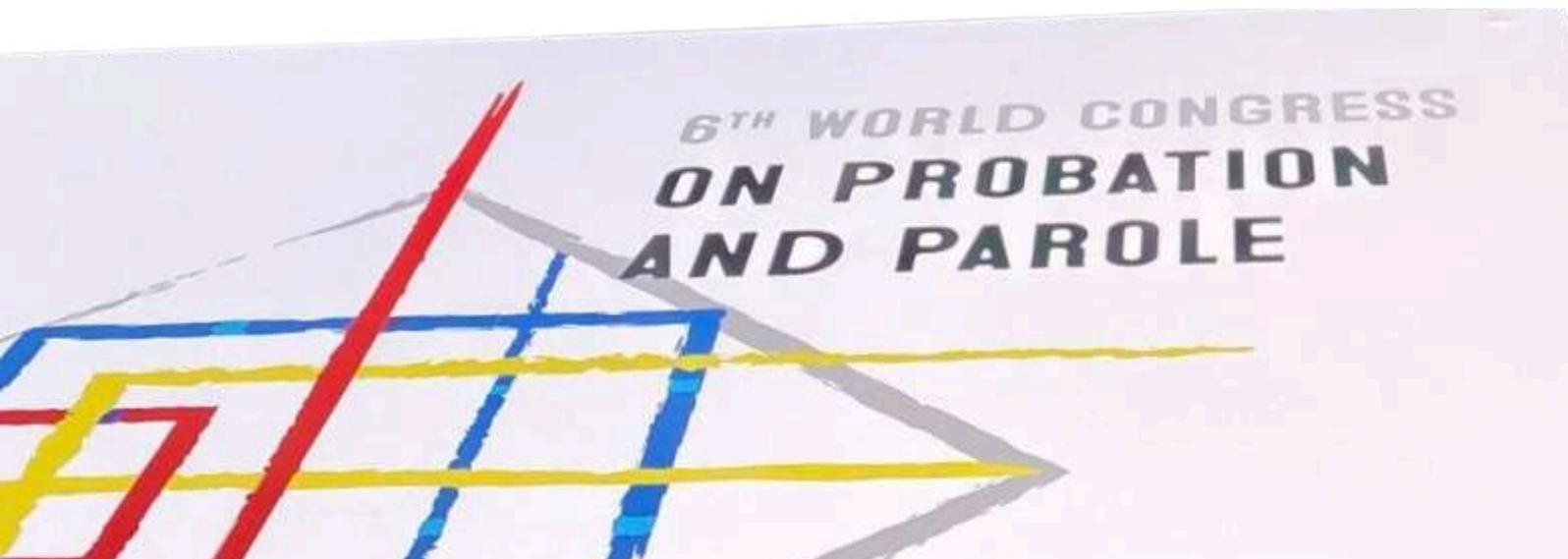

CONGRÈS MONDIAL DE LA PROBATION



*Retour d'expérience de deux membres du SNEPAP-FSU :
Charlotte CLOAREC et Cécile LAVERGNE*

16 au 18 avril 2024 - La Haye

CÉRÉMONIE D'OUVERTURE – 16 AVRIL 2024

DICK SCHOOF, SECRETAIRE GENERAL DU MINISTERE DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE DES PAYS-BAS

Le secrétaire général rend hommage à tous les agents de probation qui œuvrent sur le terrain chaque jour pour accompagner des personnes condamnées dans leur réinsertion. Il souligne la difficulté de cette tâche.

Le secrétaire général souligne l'importance des peines de milieu ouvert et alternatives à l'emprisonnement, plus efficaces que l'incarcération, dans la réhabilitation des personnes condamnées et dans l'intérêt plus général de la société.



MPHO TUTU VAN FURTH, RÉVÉREND, PRÊTRE, ARTISTE, AUTRICE

Fille de Desmond Tutu, madame Mpho Tutu van Furth est révérend canon, prêtre, artiste et autrice. Elle a mené de nombreuses actions dans le domaine associatif. Elle a été la présidente fondatrice de la Desmond & Leah Tutu Legacy Foundation.

DISCOURS D'OUVERTURE JOUR 2

REFORMING PROBATION : THE CHANGING PERSPECTIVES OF THE PROBATION SERVICE IN KENYA

CLÉMENT OKECH (KENYA)



LES SYSTÈMES SONT DIFFÉRENTS DANS LE MONDE, MAIS LES PERSPECTIVES PEUVENT ÊTRE SIMILAIRES.

La probation doit répondre à plusieurs critères (Hamai et al., 1995) :

- Intervention sur mandat légal
- Supervision et thérapie
- Basée au sein de la communauté, l'institution doit être connectée avec la communauté

La probation doit être distincte des autres disciplines de justice

« **Probation is the human face of justice** ». Seule la probation voit l'humain dans la personne jugée et condamnée. La police voit l'infraction, la probation voit l'individu au-delà de l'acte commis.

Le Kenya est le seul pays d'Afrique où la probation est bien développée, principalement parce que le Kenya n'a jamais connu de conflit, et la probation a pu grandir dans un pays en paix. La pratique de probation a débuté en 1946 au Kenya. Le but initial de la probation était de réduire la population carcérale.

Le système de probation kenyan a été implanté par le Royaume-Uni durant la période coloniale. Les autres pays africains ont un système de « corrections ».

Au Kenya, la probation intervient avant, pendant et après le jugement.

« **Probation is fishing and cooking the fish** » : le plat doit être mangé par la famille, ie le poisson doit retourner dans la communauté.

Le but de l'intervention est de prévenir la récidive. Si la personne ne vient pas aux convocations, cela ne signifie pas forcément qu'elle a récidivé, on ne doit pas la renvoyer devant le juge.

« **Just let them grow within your watch, and they will change.** » La plupart des jeunes délinquants ne changent pas grâce à notre intervention, nous devons simplement les guider vers les bons canaux propices au changement. La personne doit aller vers le changement avec ses propres moyens, nous devons la guider.

Le travail social dans la probation est important en ce sens.

PROBATION AND PAROLE : OCCUPATION OR PROFESSION ?

WILLIAM BURRELL (USA)



C'EST QUOI UN PROFESSIONNEL ?

On a commencé à utiliser cette terminologie en 1939 pour les services de probation aux USA. Depuis, le métier s'est professionnalisé à travers les associations professionnelles, la construction d'une culture professionnelle...Les agents de probation ont tendance à se sentir inférieurs, car ils travaillent dans l'ombre des juges et autres professions de justice.

Une profession, est-ce être payé pour ce que l'on fait, est-ce que cela tient à une attitude... ?

Caractéristiques d'une profession :

- Education post-bac spécialisée,
- Période de stage supervisé,
- Certification et titre qui peuvent être révoqués à tout moment de pratique,
- Un code d'éthique, un contrôle effectif de l'application de ce code,
- De la formation continue pour que les professionnels puissent se tenir au courant de l'avancée des recherches actuelles et les intégrer dans leurs pratiques.

Dans le code d'éthique : définir quel est le comportement idéal (impartialité, respect, bienveillance, traitement équitable, etc.). Dans un monde idéal, comment un agent de probation doit se comporter ? Intégrer les règles européennes de la probation.

Il est important que les corps professionnels aient des associations nationales ou supranationales pour pouvoir progresser.

POURQUOI SE PROFESSIONNALISER ?

- Des standards de pratique, afin que tout le monde sache à quoi s'attendre.
- La mise en pratique de ces standards : les professionnels doivent appliquer ces standards de pratique, afin que la pratique ne dépende pas de l'individu qui la met en œuvre et qu'il y ait des inégalités de traitement entre les justiciables. Les médecins peuvent se voir révoquer leur titre s'ils n'appliquent pas les standards de médecine.
- Les agents de probation interviennent sur le terrain, et prennent souvent des décisions en fonction des circonstances qu'ils rencontrent sur le terrain (en fonction de l'individu, de son environnement, de ses relations...).

COMMENT PROCÉDER?

- Les professionnels et les chercheurs doivent se connaître et régulièrement échanger
- Etablir des standards de pratique et les diffuser auprès des professionnels de manière régulière
- Formation continue afin que les agents puissent intégrer dans leurs pratiques les résultats de la recherche
- Formation et contrôle de l'application du code de déontologie



PROFESSIONAL VALUES AND SKILLS : THE LAST FRONTIER OF 'WHAT WORKS' IN PROBATION AND PAROLE

MARIO PAPARAZZI (USA)
ANCIEN US PAROLE OFFICER

Il y a 50 ans aux USA, on recrutait les agents de probation simplement en leur demandant dans quelle région ils souhaitaient exercer, après des études supérieures et un test.

Il faut poser la question aux candidats : une personne peut-elle changer ? Si le candidat répond par la négative, lui demander : alors pourquoi intervenir ? et mettre un terme à l'entretien.

L'agent de probation doit avoir ces valeurs dès le départ, aucune formation continue par la suite ne pourra modifier son positionnement. C'est pour cela qu'il est important de repérer les valeurs de l'agent dès le recrutement

Il est possible de changer les personnes. L'intervention doit être mouvante et flexible entre le contrôle de la loi et des règles et l'intervention sur le fond pour pouvoir être efficace dans la prévention de la récidive (prouvé par la recherche).

La plupart des probationnaires viennent de manière contrainte. .

L'agent de probation doit être flexible pour que son intervention

soit efficace et acceptée. « **There's a need for a match, you cannot be an automaton and treat everybody the same way** »

Aux USA, les pratiques et les organisations de services diffèrent radicalement suivant les Etats.

L'absence de professionnalisation est un obstacle à une mise en œuvre effective des interventions.

« **The system is driven by politics** ».

Les pratiques sont différentes suivant les pays en fonction des régimes politiques. Les pratiques professionnelles des agents de probation sont directement impactées par le politique. Ce qui n'est pas le cas de toutes les professions (les pratiques des médecins, avocats, etc ne sont pas impactées par la politique du pays). Les pratiques ne peuvent donc pas être figées dans le temps, ni homogénéisées dans le monde puisqu'elles varient en fonction des forces politiques au pouvoir.

Les directeurs de service sont nommés par le politique, et mettent donc en œuvre la politique pénale dictée par le pouvoir en place.

QUE FAIRE ?

Il faut dépolitiser la probation et professionnaliser la probation. Il faut comprendre que la probation est politique, et intervenir directement auprès des politiques, à travers les organisations et associations professionnelles. Il faut convaincre les politiques en leur montrant ce qu'ils veulent voir : il faut mesurer l'activité par des chiffres et l'impact concret sur la prévention de la récidive et montrer les résultats aux politiques (lorsqu'on intervient de cette façon, on réduit la récidive de tant ; lorsqu'on intervient de cette façon, on augmente l'employabilité de tant, etc.). Il faut donner au politique les mots dont il a besoin pour convaincre son électeurat.

HOW CAN (AND WHY SHOULD) PROBATION AGENCIES PARTICIPATE IN CONDITION SETTING ?

BENJAMIN J. MACKAY, UNIVERSITY PROFESSOR GMU & FAYE TAXMAN, RESEARCH ASSOCIATE GMU (USA)

Pour créer des guides pratiques (practice guidelines), plusieurs éléments sont nécessaires :

- La recherche
- Témoignages de probationnaires
- Témoignages des agents de probation

Aux USA, le contenu de la mesure est défini au moment du jugement. Il n'existe pas de guide pour définir le contenu de la mesure, contrairement à d'autres professions comme la médecine. De manière générale, il y a peu de guides sur la manière de prendre en charge les probationnaires.

Evidence-based practices

Guides disponibles en ligne : gmuace.org/appropriateness-statement-package

Le centre de recherches a créé ce guide, et observe son application par les professionnels sur le terrain.

COMMENT UTILISER CES GUIDES POUR DÉFINIR LE CONTENU DES MESURES DE PROBATION ?

⇒ Ce guide a été mis en œuvre au sein du Massachusetts Probation Service.

Pour créer ce guide, le groupe de recherche a mené des entretiens avec des professionnels de probation sur la manière dont le contenu des mesures de probation est défini.



Problème :

- Le contenu des mesures de probation est défini par le Procureur, le defense attorney et le juge
- Les professionnels de probation ont peu d'impact sur ces décisions, ils sont peu consultés ou leur avis compte peu
- La redéfinition du contenu des mesures implique du travail supplémentaire dont on pourrait se passer
- L'évaluation du probationnaire est effectuée après que le contenu de la mesure ait été défini

Aux USA, la probation n'a pas beaucoup de poids vis-à-vis des juges qui définissent le contenu des mesures. Mais la probation a un poids informel, en échangeant avec le procureur et les juges au cours de la mesure.

En théorie, les agents de probation ont la possibilité de demander à participer aux audiences. En pratique, cette procédure n'est pas mise en œuvre, car le formulaire pour demander à participer à l'audience est souvent communiqué quelques minutes avant l'audience.

Aux USA, il faut distinguer les district courts, qui jugent des cas en masse, des superior courts, qui jugent dans délais plus longs. Souvent, une ESR est communiquée pour les superior courts, mais pas pour les district courts faute de temps.

Les professionnels de probation ont décidé de s'impliquer davantage dans la construction d'une relation avec les professionnels de justice qui définissent le contenu des mesures.

Les professionnels de probation ont créé des opportunités pour dialoguer et créer des relations avec les professionnels de justice, que ce soit lors de formations continues communes, lors de rencontres informelles (en se déplaçant dans leur bureau plutôt qu'en leur envoyant des emails). L'architecture des tribunaux a un grand impact sur les relations entre les personnels de justice et joue un rôle sur l'impact que la probation peut avoir dans les décisions judiciaires.

Ensuite, les professionnels de probation profitent de ces opportunités pour interagir avec les professionnels de justice. Ils essaient de comprendre la dynamique des relations au sein du tribunal, comprendre l'historique des relations, etc. Ils expliquent aux magistrats ce qu'est la probation. Ils participent à des réunions communes régulières.

En Belgique, une fois que la peine de probation est prononcée, une commission de probation se tient pour déterminer si le contenu de la peine est toujours adapté à la situation et aux besoins du probationnaire, et faire des propositions au juge.

CARE OUT OF THE BOX

DUYGU ALTIN, PSYCHOLOGIST AND PROBATION EXPERT IN TURKISH PROBATION SERVICES (TURKEY)

- Les négligences ont un impact plus dévastateur sur l'individu que l'abus.
- Les négligences peuvent conduire à la commission d'infractions et à l'addiction. Le traumatisme conduit à de l'automédication et à l'addiction.

Il est important de définir des limites dans la relation (comment doit-on s'appeler ? comment pouvez-vous me contacter, dans quelles conditions ? comment réagit-on si l'on se croise à l'extérieur ?).

Le plus important est de se mettre d'accord sur nos limites respectives, et de conserver un respect mutuel.

Au Curaçao, qui est une petite île des Caraïbes où tout le monde se connaît, il est difficile d'éviter les probationnaires dans la vie privée. Il peut arriver que les probationnaires aillent dans la même discothèque, travaillent comme serveur dans le restaurant où leur conseiller va, etc.

Pour les conseillères de Curaçao, le plus important est de parvenir à verbaliser ses limites et de conserver le respect.



QUE FAIRE LORSQUE LE PROBATIONNAIRE N'EST PAS DISPONIBLE POUR ÊTRE RÉCEPTIF À L'INTERVENTION ?



Si la personne est dans un état émotionnel trop bouleversé (craving, récente perte d'un proche), on peut consacrer l'entretien à de l'écoute active et ne pas rentrer dans l'intervention.

Si la personne a beaucoup de choses à dire, est très loquace et a des difficultés à contenir sa parole, on peut définir avec elle des limites.



Laisser la porte ouverte : les entretiens se font sur convocation, mais il est possible de laisser un créneau « ouvert » dans la semaine. Une demi-journée par exemple où les probationnaires sont informés qu'ils peuvent passer sans rendez-vous mais en les prévenant qu'en fonction du nombre de personnes présentes ils risquent d'attendre.

Care out of the box :

Flexibilité :
laisser la porte ouverte,
s'adapter aux besoins de la
personne, être à l'écoute de
ses besoins

Ne pas penser la
personne comme
un dossier
mais comme un cas

“
Tailored intervention :
individualisation de
l'intervention en fonction
du stade du changement
où se trouve la personne

Probation

JOUR 3 – 18 AVRIL 2024

DISCOURS INTRODUCTIF : PROBATION AROUND THE WORLD 2.0

PROFESSEUR IOAN DURNESCU, UNIVERSITÉ DE BUCAREST ; FAYE TAXMAN

THE ROUTLEDGE HANDBOOK ON GLOBAL COMMUNITY CORRECTIONS,
DURNESCU, BYRNE, MACKAY, TAXMAN (20.06.2024)



**LA POPULATION EN
PROBATION (52%)
EST PLUS
IMPORTANTE
QUE LA
POPULATION
CARCÉRALE (48%).**

Il existe 8 ou 9 modèles de probation dans le monde :

indépendants dans le ministère de la justice, avec l'administration pénitentiaire, associations financées par l'Etat... Certains systèmes combinent parole et probation, d'autres les séparent dans des administrations voire des ministères différents.

La population en probation (52%) est plus importante que la population carcérale (48%). Mais ce n'est pas le cas partout, uniquement en Amérique du Nord, Océanie et en Europe, dans les autres pays c'est l'inverse.

On note une augmentation considérable de l'utilisation de la technologie dans la probation, notamment postpandémie – surveillance électronique, applications, GPS, réseaux sociaux...

Augmentation de la collaboration public-privé pour la gestion des applicatifs numériques, et cela pose des problèmes de confidentialité et éthiques. Développement des technologies dans la probation : surveillance électronique de la consommation d'alcool, remplacement de la DDSE par une géolocalisation par téléphone ou reconnaissance faciale...

Les programmes de réinsertion doivent être orientés autour de plusieurs principes phares :

- Une alliance de travail basée sur la confiance, les procédures équitables et l'empathie
- L'utilisation d'outils d'évaluation des risques et des besoins valides. Besoins : attitude pro-criminelle et antisociale, problèmes d'addictions, problèmes d'insertion professionnelle ou éducative, dysfonctionnements familiaux, passé criminel, troubles mentaux...

PROBLÈME : on oriente parfois des probationnaires sur des programmes qui ne correspondent pas à leurs besoins criminogènes, et cela peut causer des dommages.

Il existe plusieurs modèles d'intervention aujourd'hui :

- RNR : orientation vers des programmes extérieurs au service de probation
- GLM good lives model : aider le probationnaire à trouver les ressources internes pour être autonome et en capacité de prendre des décisions par lui-même
- EBCM evidence-based case management
- Integrated treatment and supervision : les agents de probation donnent les services eux-mêmes

L'objectif est que le probationnaire respecte sa peine. Mais il est parfois difficile de combiner respect des obligations et intervention criminologique, notamment car souvent il y a beaucoup trop d'obligations (aux USA, en moyenne un probationnaire est soumis à 17 obligations particulières).

Quelle est la meilleure stratégie ? Donner des récompenses lorsque le probationnaire adopte une attitude positive et respecte sa peine. Au contraire, il a été démontré que la sanction en cas de mauvais comportement ne fonctionne pas et n'a aucun impact sur l'amélioration du comportement. Quel type de récompense ? Leur envoyer une lettre de récompense, fin de peine anticipée, débiter la peine avec aucune obligation et les ajouter en cas de non-respect de la peine.

Plusieurs enjeux :

- ↳ Impliquer davantage la famille, la communauté, dans l'intervention de probation.
- ↳ Une intervention équitable et juste pour tous les probationnaires, et notamment les minorités (femmes, étrangers, etc) avec des outils spécifiques adaptés à leurs besoins.
- ↳ Investir dans les services de probation, donner davantage de moyens financiers et humains aux services de probation.

DEVELOPMENT OF THE KOREAN ELECTRONIC MONITORING

HYUNG SEOB LEE, DIRECTEUR DES SERVICES DE PROBATION (CORÉE DU SUD)

Surveillance 24/7 avec géolocalisation. 58 agents de probation sont mobilisés pour surveiller les personnes sous surveillance électronique.

Dans de nombreux pays, la surveillance électronique a été développée pour désengorger les prisons, mais en Corée, cela a été mis en place pour surveiller les délinquants à haut risque.

La surveillance électronique est apparue en Corée du Sud en 2007. En 2008, une loi prévoit que la surveillance électronique ne peut s'appliquer qu'aux auteurs de crimes sexuels violents. La surveillance électronique a ensuite progressivement été étendue à toutes les infractions.

Le **dispositif matériel** est similaire à celui en France. Il est toutefois complètement waterproof.

Il existe deux types de dispositifs : un classique, et un renforcé pour les délinquants à haut risque (ce dernier dispositif est impossible à détacher/casser).

Le **dispositif de surveillance** est similaire à celui de la France, avec en plus la géolocalisation des personnes placées sous surveillance électronique. En cas de violation, les agents de probation sont immédiatement informés. En cas de violation grave, la police est sollicitée.

→ On considère qu'un bris de bracelet signifie que la personne est en train de récidiver.

Les résultats démontrent que depuis la mise en place de la surveillance électronique, les infractions ont diminué en Corée du Sud. Cela a également permis de désengorger les prisons coréennes.

Récents développements :

- Smart Watch à la place du bracelet à la cheville, avec des notifications.
- Collaboration avec les centres de CCTV pour une connexion immédiate avec les caméras de surveillance. Désormais, l'agent de probation peut non seulement géolocaliser la personne mais aussi visionner les images des caméras de surveillance de l'endroit où elle se trouve en temps réel.

La sécurité du public est plus importante que les droits à l'image de la personne sous surveillance électronique, mais c'est un enjeu sur lequel la Corée du Sud travaille.



GUIDELINES FOR HUMAN RIGHTS BASED ELECTRONIC MONITORING

LORNA MCGREGGOR, PROFESSOR ON HUMAN RIGHTS (USA), ALI DARWEESH ALMUSEIMI, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU CONSEIL JUDICIAIRE (JORDANIE), TAGHREED JABER, DIRECTRICE RÉGIONALE AU PRI POUR MIDDLE EAST ET AFRIQUE DU NORD (JORDANIE)

Lorna McGreggor :

A ce jour, il y a peu d'études et de travaux sur les droits de l'homme des personnes placées sous surveillance électronique, mais cet enjeu commence à émerger et à se développer dans la littérature et la recherche.

La surveillance électronique est-elle une alternative à la détention ou bien une autre forme de détention ?

La surveillance électronique est à l'origine de diverses violations des droits de l'homme :

Cette mesure peut être discriminatoire : les personnes qui n'ont pas les moyens financiers et matériels d'avoir cette mesure (absence de logement ou mal-logement, problème dans le paiement des factures d'électricité, etc) sont incarcérées. Discrimination à l'encontre des personnes pauvres.

La surveillance électronique peut être une barrière d'accès à l'éducation et à l'emploi.

Le dispositif de surveillance électronique peut entraîner des risques pour la santé physique mais aussi mentale pour les personnes sous surveillance.

La surveillance électronique peut représenter un signe distinctif visible et entraîner de la discrimination à l'égard des personnes placées sous surveillance électronique.

Ali Darweesh Almuseimi :

En Jordanie, lorsque la surveillance électronique a été mise en place, **trois aspects ont été pris en compte :**

- Les textes internationaux sur les droits de l'homme
- Les pratiques respectueuses des droits de l'homme dans d'autres pays
- Les traditions et dynamiques de la société jordanienne

La surveillance électronique en Jordanie peut être appliquée avant jugement et en tant qu'alternative à la détention.

Une surveillance électronique ne peut être mise en place que dans les conditions prévues par la loi.

Un rapport d'évaluation (qui fait état de la situation socio-professionnelle de la personne concernée ainsi que de son discours sur les causes de son passage à l'acte délinquant) doit systématiquement être rédigé par les services de probation et adressé au juge préalablement au prononcé d'une surveillance électronique.

Le rapport doit faire état de manière détaillée de tous les actes de la vie que la personne placée sous surveillance électronique sera amenée à effectuer durant son placement (amener les enfants à l'école, travailler / se former, aller à l'hôpital, etc) afin que cela soit intégré dans les paramètres horaires et géographiques de la mesure.

Une personne placée sous surveillance électronique peut être soumise à diverses obligations particulières (stages, soins, etc).

La mesure de surveillance électronique est prononcée par le juge au regard de plusieurs critères : gravité de l'infraction, personnalité de l'auteur, protection de la société et nécessité de la mesure. Cette décision peut faire l'objet d'un recours effectif de la part de la personne condamnée.



HYBRID STREET CULTURE

JORAN DE JONG, CRIMINOLOGUE (PAYS-BAS) AND THE CONNECTION WITH YOUNG PEOPLE

DANIELLE NASCIMIENTO, AGENT DE PROBATION JUVÉNILE (PAYS-BAS)

L'Armée du Salut néerlandaise a une branche consacrée à la protection de la jeunesse, la probation des jeunes (12-23 ans) et la probation des adultes.



Qu'est-ce que la street culture ?

Les jeunes investissent massivement les réseaux sociaux pour se représenter, communiquer, se mettre en scène... Pour les jeunes, il n'y a aucune séparation entre le monde online et offline.

« **Un réseau complexe et conflictuel de croyances, symboles, modes d'interaction, valeurs et idéologies qui ont émergé en opposition à l'exclusion de la société classique** » (Bourgois, 2003)

Les individus sont constamment en train de jouer un personnage, dont le rôle varie en fonction de l'environnement où ils se trouvent (maison, travail, rue...). Chaque individu adapte et modifie son comportement en fonction de l'environnement. Les jeunes jouent un rôle sur les réseaux sociaux pour se donner une image qui correspond à leurs valeurs.

La performance digitale de l'identité de rue (street identity)

Les jeunes développent leur identité de rue sur les réseaux sociaux en réalisant des performances digitales.

La recherche a montré que l'identité de rue répond à 6 critères :

- ↪ **La violence** : le jeune est respecté s'il montre qu'il se confronte aux autres, qu'il affronte les autres. Ils se représentent en personnes capables de se battre, en fighters. Ils se représentent souvent avec des armes, avec des messages menaçant de mort des groupes spécifiques (messages écrits, signes avec les mains, vidéos, photos...). On se rend compte que la priorité n'est pas de se défendre ou d'attaquer, mais de filmer l'altercation pour pouvoir la diffuser.

- ↪ **Contribution à l'économie souterraine** : le jeune montre qu'il participe à l'économie illégale, il se sert des réseaux sociaux pour vendre des produits illégaux (drogue, arme...). Ces publicités sont parfois des arnaques. Les leaders de l'économie souterraine recrutent les jeunes via les réseaux sociaux. C'est une performance de l'identité de rue afin d'obtenir le respect des pairs.

- ↳ **Masculinité toxique** : les réseaux sociaux sont l'occasion de performer la masculinité toxique. Les comportements non masculinistes sont affichés et ridiculisés en public sur les réseaux.
- ↳ **Consommation à outrance** : montrer que l'on porte des vêtements de luxe, que l'on conduit des voitures de luxe. Montrer que ce sont des vraies marques (vidéo du ticket de caisse) et non de la contrefaçon : il faut prouver que la performance est authentique.
- ↳ **Opposition à la société classique et aux institutions** : montrer sur les réseaux sociaux des images d'interpellation par la police, diffuser sur les réseaux des documents officiels de la police (ex : témoignage de victime ou de témoin auprès de la police diffusé sur les réseaux).
- ↳ **Mettre l'emphase sur l'environnement désavantagé** : on montre qu'on vient d'un quartier dangereux et désavantagé. Le code postal est un marqueur d'appartenance à un quartier, à un groupe, par opposition aux autres groupes. On doit prouver que son quartier est le plus dangereux. Ils vont dans le quartier adverse, se filment en train de marcher dans le quartier pour prouver qu'il n'est pas dangereux, et challengent le quartier adverse de faire de même.

Qu'est-ce que le drill rap ?



- 1990 : Gangsta rap (né aux USA, raconte la vie des membres de gang).
- 2000 : Trap music (davantage centré sur la drogue et l'économie souterraine).
- Le drill rap est apparu dans les années 2010 à Chicago, vue comme la capitale du meurtre dans le monde. Le drill fait référence au bruit d'une arme à feu.
- En 2012, le drill rap s'est importé au UK, mais les armes à feu y sont moins accessibles qu'aux USA. Les jeunes de gangs se servent surtout de couteaux. Puis le drill rap s'est développé dans pleins de pays.

Quel lien entre le drill rap et la violence ?

Le drill rap contient beaucoup de violence, les clips de musique de drill rap représentent beaucoup de violence. Mais le drill rap n'est pas une cause directe de violence dans la vraie vie. Il y a corrélation mais pas causalité entre drill rap et violence.

CONCLUSIONS

- » On ne peut pas ignorer les réseaux sociaux si l'on veut entrer en relation et se connecter avec les jeunes. Cela permet de rester informé sur ce qu'il se passe dans leur monde, mais aussi de renforcer le lien de confiance : ils se sentiront davantage confiants pour partager leurs problèmes avec nous s'ils savent qu'on connaît leur monde et qu'on sait ce qu'il s'y passe. Les services de probation doivent être présents sur les réseaux sociaux.
- » Il faut considérer leur comportement en ligne comme une performance : il faut les prendre au sérieux, mais ne pas croire que tout est vrai. Même si les performances sont fausses, elles peuvent avoir de vraies conséquences sur la vie des jeunes.

Une nouvelle méthode d'intervention auprès des jeunes sous probation mise en œuvre par les services de probation néerlandais

Les services de probation néerlandais ont créé une équipe qui prend en charge spécifiquement les jeunes, car les jeunes ont besoin d'un accompagnement spécifique. Les jeunes sont très influencés par la culture de rue et la valorisation de la délinquance par leurs pairs et au sein de leurs quartiers. Afin de contrebalancer cette influence, les agents de probation rencontrent les jeunes deux fois par semaine, ils les accompagnent auprès des structures d'insertion, etc.

Le problème des réseaux sociaux, c'est qu'il est difficile pour le jeune de quitter son environnement délictuel puisque les réseaux sociaux ont une mémoire des posts passés. Exemple : un jeune veut quitter la délinquance, mais il avait fait des vidéos de drill rap il y a quelques années où il menaçait d'autres quartiers, aujourd'hui il ne peut aller dans certains quartiers / certains jeunes le reconnaissent et le menacent, le provoquent, etc.

INNOVATIVE APPROACHES FOR NON-VIOLENT DRUG OFFENSES : A HOLISTIC PARADIGM SHIFT

JÉRÔME MANGELINCKX, CHERCHEUR ET CO-FONDATEUR DU CENTRE DE RECHERCHE SUR LES DROGUES ET LES DROITS DE L'HOMME DU PÉROU (PÉROU)

Focus sur le cas des femmes incarcérées pour des infractions à la législation sur les stupéfiants en Amérique Latine et Caraïbes.

La population carcérale est composée de 93% d'hommes et 7% de femmes.

La population carcérale masculine a augmenté de 22% et la population carcérale féminine de 60% depuis 2000.

De manière générale, la population carcérale féminine a augmenté partout dans le monde (+50% en Asie, +24% en Afrique), sauf en Europe où elle a baissé sur cette même période.

La plupart des femmes incarcérées dans le monde le sont pour des ILS.

Pourquoi cette augmentation ?

- Sous-utilisation des alternatives à l'incarcération
- Prononcé de peines de prison plus longues et plus systématique
- Politique pénale extrêmement répressive (War on drugs en Amérique latine)
- Lois et pratiques discriminatoires qui visent les populations les plus pauvres

Populisme punitif et ILS

Les systèmes pénaux d'ALC (Amérique latine et Caraïbes) prévoient des sanctions plus importantes pour les ILS que pour les infractions de violence. Les ILS sont considérées comme les crimes les plus graves (le transport de drogue est plus sévèrement puni que le viol ou le meurtre).

Les gardes à vue sont de 48h pour toutes les infractions, sauf pour le terrorisme, l'espionnage et les ILS où elles peuvent aller jusqu'à 15 jours. Toutes les personnes accusées d'ILS sont placées en détention provisoire.

Ces lois sanctionnant si lourdement les ILS visent les populations les plus pauvres et défavorisées, puisque ce sont ces populations qui sont le plus à même de commettre ces infractions (problèmes financiers, emprise...).

L'impact disproportionné sur les femmes en prison en ALC

- 72% des femmes incarcérées le sont pour des délits non-violents. La plupart des femmes incarcérées pour des ILS le sont pour des infractions mineures.
- Ce sont des femmes qui sont généralement pauvres, ont un manque d'éducation, et sont victimes de violences de la part de leur conjoint.
- 87% des femmes incarcérées ont des enfants, et la plupart sont des mères célibataires. Au Pérou, 2% des femmes incarcérées vivent avec leur enfant en détention.
- 62% des femmes incarcérées ont un casier judiciaire vierge.

La loi péruvienne a récemment intégré dans les critères du prononcé de la détention provisoire des critères relatifs au genre : la détention provisoire ne peut pas être prononcée à l'égard de femmes enceintes, de mères célibataires, de femmes victimes de violences conjugales ou sexuelles, etc. Toutefois, cette loi n'est pas mise en œuvre, car les juges craignent d'être considérés comme trop laxistes.

Les enjeux autour de la surveillance électronique

La DDSE est sous-utilisée au Pérou. Le probationnaire doit payer 266\$ par mois pour avoir une DDSE. En 2022, seuls 24 probationnaires ont bénéficié d'une DDSE.

Les réformes légales au Costa Rica

Cette réforme a été portée par une juge qui souhaitait promouvoir les alternatives à l'incarcération, notamment pour les femmes et les mères et mères célibataires.

Cette réforme prévoit des peines plus faibles pour ces femmes, et un renforcement des mesures d'insertion (formation/emploi, accès facilité à des places en crèches, accompagnement vers le logement, effacement du casier judiciaire...). Les études ont démontré que cette réforme a eu un impact positif sur la criminalité des femmes. Toutefois, il manque des financements pour mettre en œuvre de manière effective cette réforme.

Les pratiques en Colombie

Une nouvelle loi prévoit la mise en place de mesures de probation pour les femmes condamnées à des infractions mineures et présentant une vulnérabilité socio-économique.

L'impact de cette loi n'a pas encore été mesuré.

Recommandations

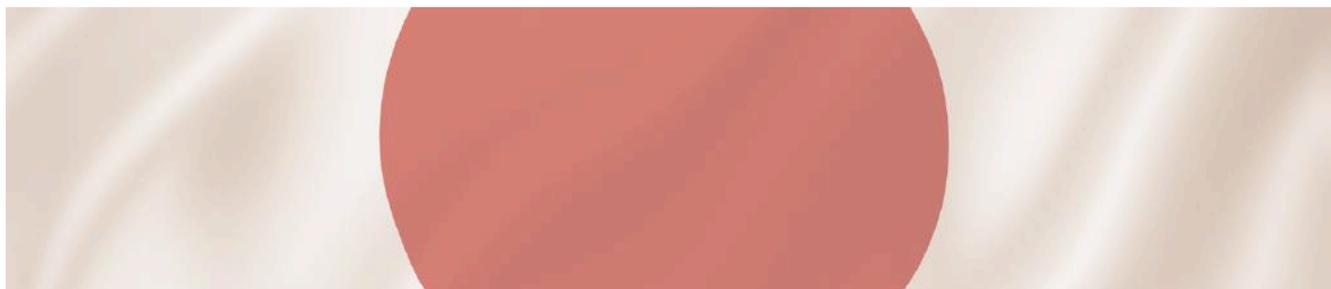
- ▷ Focus sur la réhabilitation et les mesures de probation à l'égard des femmes condamnées pour ILS, qui dans la grande majorité des cas sont des victimes
- ▷ Création d'un réseau de femmes incarcérées et anciennement incarcérées pour recueillir leurs témoignages et leurs recommandations.
- ▷ Développer les alternatives à l'incarcération et permettre un accès plus facile à ces mesures.

PROBATION OFFICERS IN THE COMMUNITY

YUKI TAKAHASHI, PROFESSEUR DE DROIT (JAPON)

Les agents de probation devraient s'intéresser davantage aux communautés où les probationnaires vivent afin de renforcer les liens avec les autres acteurs de terrain et mieux comprendre les dynamiques qui guident la vie des probationnaires.

PRÉSENTATION DU SYSTÈME DE PROBATION AU JAPON



IL EXISTE 1300 PROFESSIONNELS DE PROBATION, ET 900 SONT AGENTS DE PROBATION. IL EXISTE 47 000 AGENTS DE PROBATION BÉNÉVOLES. LA POPULATION GÉNÉRALE DU JAPON EST DE 8 MILLIONS.

Ministère de la Justice => Bureau de Probation => Services de probation (50 services dans chaque préfecture) + Services de parole régionaux (8 services).

Les agents de probation bénéficient d'une formation spécifique après avoir réussi un examen spécifique depuis 2012.

Pour éviter un risque de corruption, les agents de probation doivent muter tous les 2-3 ans, ce qui est insuffisant pour pouvoir connaître les acteurs et dynamiques du terrain.

Pourquoi les agents de probation ne sont pas assez connectés avec la communauté ?

HYPOTHÈSES

- Les agents de probation n'ont pas le temps d'échanger entre eux et avec les services voisins en raison d'une charge de travail trop importante.
- Les agents de probation mutent régulièrement, ils n'ont pas le temps de tisser des liens avec leurs collègues.
- On demande aux agents de probation de concentrer leur intervention sur l'évaluation des risques et des besoins et sur de l'intervention criminologique, ils ont donc moins de temps à consacrer au développement du partenariat local.

Quelles solutions ?

- Une formation qui inclut davantage le travail social, souligne l'importance du travail partenarial et dispense des enseignements sur les dynamiques du terrain
- Diversifier les profils des agents de probation recrutés
- Permettre aux agents de probation de rester plus longtemps sur leur service
- Impliquer les membres de la communauté dans le travail de probation, en les mettant en lien avec les agents de probation

RESSOURCES

YOPE Experts – youngperspectives.org/yope-international

UNAFEI

CEP

The Routledge Handbook on Global Community Corrections,
Durnescu, Byrne, Mackey, Taxman (20.06.2024)

ECHANGES INFORMELS AVEC D'AUTRES SERVICES DE PROBATION



Pays-Bas, agents de probation

Les services de probation néerlandais sont privés et financés à 100% par l'Etat.

Il existe 5 antennes sur le pays, divisées en fonction des provinces néerlandaises.

Un conseiller de probation néerlandais prend en charge environ 25 personnes. Un suivi intensif consiste en un rdv toutes les semaines ou toutes les deux semaines. Les conseillers se rendent régulièrement au domicile des probationnaires, en les prévenant toujours en amont.

Les conseillers sont spécialisés : évaluation, prise en charge individuelle, prise en charge groupale, prise en charge des jeunes majeurs, rédaction de rapports... Un même probationnaire a donc plusieurs conseillers. Les conseillers sont tous dans le même bureau, et échangent régulièrement de manière formelle ou informelle sur les probationnaires dont ils assurent le suivi commun. Par exemple, lorsqu'un conseiller doit rédiger un rapport au juge, il va voir son collègue de l'évaluation ou de l'intervention pour savoir comment se déroule le suivi.

Cela permet d'avoir plusieurs points de vue sur la même personne et d'être spécialisé dans un domaine.

Pays-Bas, membre du bureau des relations internationales

Le Pays-Bas est l'un des seuls pays au monde avec un système de volontaires néerlandais qui intervient auprès des détenus néerlandais incarcérés à l'étranger.

Le bureau des relations internationales du ministère de la justice des Pays-Bas gère le recrutement et le suivi d'une équipe de volontaires qui intervient dans chaque pays collaborateur pour aller à la rencontre des détenus néerlandais.

Les volontaires n'ont pas de formation spécifique, ils doivent seulement avoir la double nationalité Pays-Bas + pays de détention, et résident dans le pays où le détenu néerlandais est incarcéré.

Les volontaires rencontrent les détenus à raison d'une fois toutes les 6 semaines à 2 mois, et adressent régulièrement des rapports au bureau des relations internationales du ministère de la justice. Le ministère de la justice des Pays-Bas suit les cas des détenus néerlandais incarcérés à l'étranger. Il entretient des relations étroites avec ces pays. Certains pays refusent l'intervention des volontaires néerlandais dans leurs prisons.



République tchèque, agent de probation

Il n'y a pas de JAP : c'est le juge qui prononce la peine qui assure le suivi de la peine. Cela permet une homogénéité et une meilleure connaissance des dossiers.



Slovénie, directrice des services de probation

La probation en Slovénie est récente, elle est apparue il y a environ 6 ans. La population suivie est peu nombreuse, et il n'y a qu'une dizaine de conseillers en Slovénie.



Namibie, membre d'un release board

En Namibie, lorsqu'une personne est incarcérée et demande à sortir, elle passe devant un 'release board' qui décide des conditions de sa sortie (quelle mesure, contenu de la mesure, etc).

Une fois sortie, la personne n'est pas suivie par un agent de probation, mais par un membre de la communauté, qui est au sein de la communauté de la personne et qui l'accompagne pour qu'elle puisse se réinsérer au sein de sa communauté.



UNAFEI, agents de probation japonais

L'UNAFEI est un organe des Nations Unies basé en Asie, et qui a pour objectif de former les services de probation des pays en développement. Les membres d'UNAFEI voyagent dans les pays en développement, rencontrent les professionnels de probation et les accompagnent dans le développement de techniques professionnelles



Canada, responsable de la formation des agents de probation en Colombie-Britannique

Au Canada, les services de parole sont gérés au niveau fédéral et les services de probation au niveau provincial.

Certaines provinces sont trop petites pour avoir leur propre agence de formation, elles sollicitent donc ponctuellement les agences des grandes provinces comme BC ou Ontario. Québec a une situation à part du fait de son système légal qui est un mix entre common et civil law.

UN GRAND MERCI À NOS DEUX ADHÉRENTES

POUR LEUR PARTICIPATION AU COLLOQUE ET LA RÉDACTION DE CET ARTICLE

A noter que les articles qui ont été mis en avant ne sont que la partie émergée de l'iceberg puisqu'il y avait pas moins de 6 ateliers par tranche d'une heure trente



CHARLOTTE CLOAREC
CPIP



CÉCILE LAVERGNE
CPIP

GALERIE PHOTOS



En compagnie de Joseph Arvidson, créateur du programme Tides sur le trauma



En compagnie de Ion Dornescu



En compagnie de Faye Taxman

